https://www.acdn.net/spip/spip.php?article567

DÃ©sarmement NuclÃ©aire

Intervention de Michel Rocard Ã la rencontre de Global Zero

- Accueil - ActualitÃ©s - Autres sources -

Date de mise en ligne : jeudi 11 février 2010

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Avec l'aimable autorisation de Michel Rocard, dont nous le remercions vivement, voici le texte complet de son intervention Ã la rÃ©union de *Global Zero* Ã Paris (2-4 janvier 2010).

Cette publication ne signifie pas nÃ©cessairement que nous partagions toutes ses analyses, ni son optimisme -trÃ¨s relatif, il est vrai- quant aux chances de voir le gouvernement franÃ§ais adhÃ©rer Ã l'objectif d'abolition des armes nuclÃ©aires. Il n'est de toute faÃ§on pas nÃ©cessaire d'Ãªtre optimiste pour tenter d'inflÃ©chir le cours des Ã©vÃ©nements, Michel Rocard l'a lui-mÃªme montrÃ©. Et il a raison de suggÃ©rer en conclusion que "la RÃ©publique franÃ§aise" ne se limite pas au chef de l'Etat. Si une hirondelle ne fait pas le printemps, quatre peuvent dÃ©jÃ l'annoncer, mais une nuÃ©e d'hirondelles le feront. C'est pourquoi *ACDN* lance avec *Monde sans guerres et sans violence* la campagne "ULTIME ATOME" en vue d'obtenir une consultation du peuple franÃ§ais par un rÃ©fÃ©rendum portant sur cette question.

Concernant les autres prises de position de Michel Rocard sur le mÃªme sujet, voir les liens proposÃ©s aprÃ¨s son texte.

Global zero s'est assignÃ© l'objectif d'un monde sans armes nuclÃ©aires. Dans cette perspective, le cas de la France n'est ni le plus important, ni peut-Ãªtre le plus difficile.

Il n'est pas simple pour autant. Car la France est sans doute, parmi les cinq dÃ©tenteurs officiels de l'arme au regard du TraitÃ© de Non ProlifÃ©ration, celui oÃ¹ la dissuasion nuclÃ©aire - toute vision d'un emploi de coercition Ã©tant exclue - est le plus profondÃ©ment enracinÃ©e dans l'opinion publique et dans la vision stratÃ©gique globale de l'Ã©crasante majoritÃ© des hauts responsables tant civils que militaires.

Il vaut la peine de rappeler trÃ¨s vite pourquoi. Lorsqu'en 1947 un traitÃ© international public conclu entre les Etats Unis et la Grande Bretagne consacre la possession de l'arme nuclÃ©aire par cette derniÃ¨re avec l'approbation et sous le commandement - sauf cas de menace vitale - des premiers, les autoritÃ©s franÃ§aises de l'Ã©poque arrivent vite Ã l'idÃ©e que cette arme est nÃ©cessaire Ã un pays du statut et de l'importance du nÃ´tre. Cela produit un grave dÃ©saccord avec nos alliÃ©s anglo-saxons. Il ne s'agit pas de jalousie et de prolifÃ©ration : nous Ã©tions aussi encombrÃ©s d'un puissant et dangereux parti communiste ! C'est pourtant la quatriÃ¨me RÃ©publique qui lance les Ã©tudes et les recherches, avec notamment des dÃ©cisions d'homme de gauche, cela comptera pour la suite, tels Guy Mollet et surtout Pierre MendÃ¨s France. Mais c'est De Gaulle prenant le pouvoir en 1958 et crÃ©ant la cinquiÃ¨me RÃ©publique, qui fait construire la bombe, la teste, et l'intÃ¨gre Ã nos armÃ©es. Cet effort se fait dans une grande hostilitÃ© de la part des Etats Unis qui conduisent lÃ -contre une quasi guerre des services spÃ©ciaux. Le succÃ¨s technique est interprÃ©tÃ© comme une immense victoire politique, confirmant notre indÃ©pendance et notre souverainetÃ© et marquant un lourd dÃ©saccord avec nos amis amÃ©ricains. Du coup Â« la bombe Â » est populaire.

Mais sagement la France a signÃ© le TraitÃ© de l'Atlantique Nord, et la bombe franÃ§aise est intÃ©grÃ©e dans le systÃ¨me militaire de temps de paix de l'OTAN, sous commandement amÃ©ricain.

Cela ne pose pas de problÃ¨me aussi longtemps que la doctrine de l'OTAN, dite des reprÃ©sailles massives, donne la garantie suprÃªme Ã toute notre population et Ã tout notre territoire.

Mais, par crainte de la guerre automatique ou de la guerre accidentelle, l'OTAN passe en 1962 Ã la doctrine de la riposte flexible. Le message Ã l'Union SoviÃ©tique devient en gros Â« tant que vous n'utiliserez pas l'armement nuclÃ©aire, nous non plus Â ». Du coup le rapport des forces militaires conventionnelles, troupes amÃ©ricaines comprises, passe en Europe de 1 Ã 6 entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Contrairement Ã la Grande Bretagne, la France qui n'est pas une Ã®le, a une longue habitude d'Ãªtre envahie en provenance de l'est. Une promenade soviÃ©tique conventionnelle vers l'Ouest Ã©tait une chose possible. Personne n'a jamais doutÃ© que nos amis amÃ©ricains viendraient nous secourir. Mais qui dit riposte flexible dit Â« aprÃ¨s Â ». Cela pouvait vouloir dire quelques millions de morts.

Le raisonnement sur cette situation a conduit Charles De Gaulle, non pas sur un coup de colÃ¨re comme on l'a dit, mais aprÃ¨s une longue rÃ©flexion de plus de trois ans, Ã faire sortir en 1966 l'armÃ©e franÃ§aise de l'organisation militaire de temps de paix de l'OTAN, c'est Ã dire de la discipline amÃ©ricaine, pour rÃ©server aux seules autoritÃ©s franÃ§aises l'apprÃ©ciation du caractÃ¨re Ã©ventuellement vital d'une menace mÃªme seulement conventionnelle. Il n'en fallait pas moins pour redonner Ã la France exactement, et pas plus, la mÃªme libertÃ© dans la dÃ©fense de ses intÃ©rÃªts vitaux que la Grande Bretagne tenait d'un unique article du protocole annexe du traitÃ© de 1947.

Cette dÃ©cision produisit en France un immense soulagement, car nos responsables de tous bords, et tant militaires que civils, avaient beaucoup rÃ©flÃ©chi Ã l'incertitude stratÃ©gique crÃ©Ã©e par la doctrine de la riposte flexible.

L'opinion publique fut unanime et du coup elle s'appropria la dissuasion.

Je n'entre pas dans le dÃ©bat de savoir si cette posture franÃ§aise a contribuÃ© beaucoup, un peu ou pas du tout, Ã la relative timiditÃ© conventionnelle soviÃ©tique en Europe vis Ã vis de l'occident - pas de provocations, presque pas de manÅ"uvres - pendant les 23 ans qui suivent. Il faut simplement savoir que personne n'enlÃ¨vera de la tÃªte des FranÃ§ais que la rÃ©ponse Ã cette question est : beaucoup.

Au dÃ©but de cette histoire la gauche franÃ§aise combat l'armement nuclÃ©aire. Mais dÃ¨s 1970 ou 75 il apparaÃ®t que l'argent qu'on a mis dans la bombe on ne l'a pas mis dans les armes conventionnelles. Vers 1980 la puissance de feu conventionnelle des armÃ©es franÃ§aises de terre de mer et de l'air est la moitiÃ© de celle de la Bundeswehr allemande, et Ã peine 5% de celle de l'Union SoviÃ©tique. Faute de choix, la guerre froide continuant, nous nous rallions Ã la dissuasion, que le PrÃ©sident FranÃ§ois Mitterrand et tous ses Premiers Ministres, moi-mÃªme y compris, dÃ©fendent fermement.

Elle est de ce fait devenue comme un Ã©lÃ©ment du Patrimoine National.

Il faut y ajouter que pour un pays qui domina le monde il y a trois siÃ¨cles, et s'en souvient, puis qui a construit, et perdu, un grand empire colonial, toutes choses que je souhaiterais moi bannir de nos souvenirs pour pouvoir conduire une politique plus coopÃ©rative et plus modeste, la possession de la bombe vient conforter l'orgueil national de trop de nos concitoyens qui vivent mal la dÃ©couverte qu'une certaine grandeur de la France appartient au passÃ©.

Pardonnez-moi ce long rappel. Mais il n'est pas si Ã©tranger que cela Ã notre sujet : il est indispensable que la France joue tout son rÃ´le dans le dÃ©clenchement du mouvement diplomatique des cinq nuclÃ©aires officiels vers l'Ã©radication. Il faut pour cela que vous nous aidiez en y poussant, et pour ce faire que vous nous compreniez.

Copyright © www.acdn.net

Pendant cette pÃ©riode, ma contribution personnelle Ã la Â« dÃ©tente nuclÃ©aire Â » se limite, mais j'en suis dÃ©jÃ fier, Ã convaincre le PrÃ©sident Mitterrand de faire adhÃ©rer la France au TraitÃ© de Non ProlifÃ©ration NuclÃ©aire, que De Gaulle avait rejetÃ©. Nous fumes observateurs en 1990 et membre plein en 1992.

Ma seconde contribution est d'avoir conduit le PrÃ©sident Mitterrand Ã diminuer d'un chaque annÃ©e, le nombre de nos essais nuclÃ©aires, avec la perspective de les arrÃªter totalement en huit ans. Cette perspective fut aprÃ¨s mon dÃ©part bousculÃ©e. Les essais furent malheureusement repris par Jacques Chirac, pour 6 en une seule annÃ©e. Tout est maintenant fini, la base de Mururoa est fermÃ©e, dÃ©saffectÃ©e, et dÃ©nuclÃ©arisÃ©e.

C'est dÃ¨s l'implosion de l'Union SoviÃ©tique que j'ai considÃ©rÃ© que le jeu changeait. La dissuasion n'a de sens qu'Ã deux, nations ou regroupements de nations.

Elle n'existe en outre que si les protagonistes, quelle que soit la violence de leur hostilitÃ©, sont rationnels, et respectent un code rationnel d'Ã©changes de signaux sur d'Ã©ventuels passage de la ligne rouge, la menace qui sera considÃ©rÃ©e comme vitale. La crise des fusÃ©es de Cuba l'a dÃ©montrÃ© Ã l'Ã©vidence.

Or nous ne sommes plus deux, mais une multiplicitÃ© incertaine. Et le risque de voir arriver au Gouvernement de certains Ã©tats dÃ©tenteurs de l'arme des fanatiques irrationnels, laÃ¯ques ou Ã prÃ©textes religieux, est aujourd'hui une grande probabilitÃ©.

En outre, les analystes stratÃ©giques du monde entier continuent Ã rÃ©flÃ©chir aux conflits possibles dans l'Ã©tat actuel des tensions du monde. Ces conflits sont innombrables, mais il n'en est aucun pour lequel l'analyse conclut Ã la pertinence de l'emploi de l'arme nuclÃ©aire.

Il est donc Ã©vident pour moi que depuis l'Ã¨re post guerre froide, c'est Ã dire depuis vingt ans tout juste, le risque majeur est celui de la prolifÃ©ration, qu'elle concerne les armes elles-mÃªmes ou les matiÃ¨res radioactives.

Or, deuxiÃ¨me Ã©vidence, il est tout aussi clair que la lutte conte la prolifÃ©ration n'est pas Ã la portÃ©e d'une nation isolÃ©e, quelle que soit sa puissance et fÃ »t-elle immense. C'est la communautÃ© internationale tout entiÃ¨re qui doit y participer. Car dÃ¨s le principe acquis il faudra exercer des pressions, voire prendre des sanctions telles que l'isolement ou l'embargo.

MÃªme la grande communautÃ© des signataires du TNP n'y suffira pas. L'autoritÃ© du Conseil de SÃ©curitÃ© y est absolument nÃ©cessaire. Or, et c'est une troisiÃ¨me Ã©vidence, jamais le Conseil de SÃ©curitÃ© n'acceptera de prendre des sanctions pour dÃ©tention de l'arme si une seule nation prÃ©tend conserver les siennes. C'est aussi simple et aussi Ã©vident que cela. De lÃ dÃ©coule l'importance majeure de l'engagement public vers l'Ã©radication, quelle que soit par ailleurs la durÃ©e nÃ©cessaire pour sa rÃ©alisation.

Je dirai franchement et amicalement Ã mes amis de Global Zero que je redoute un peu la multiplication des arguments de second ordre, qui risquent d'occulter quelque peu la limpide et vigoureuse clartÃ© de ces trois Ã©vidences.

C'est en tout cas Ã l'occasion des travaux de la Commission de Canberra, Ã laquelle j'ai eu l'honneur de participer, que j'ai pour la premiÃ¨re fois pris publiquement cette position en 1996.

Je vous dois l'aveu que depuis cette affirmation, et Gareth Evans le sait bien, je suis restÃ© treize ans tragiquement seul de tout l'establishment politique, administratif et militaire de la France Ã rÃ©affirmer constamment cette ligne. Le

politiquement correct au sujet de l'indÃ©pendance nationale consacrÃ©e par la dissuasion Ã©tait devenu le ciment le plus solide de l'unitÃ© nationale. MÃªme les partis de gauche, Socialiste - le mien - et Communiste, se sont tus. Personne n'a osÃ© commettre le blasphÃ¨me.

Je ne connais guÃ¨re la Chine, mais c'est sans exemple chez les trois autres nuclÃ©aires officiels.

J'ai cosignÃ© en 1998 ou 99, avec mon ami David Martin, Premier Vice PrÃ©sident du Parlement EuropÃ©en, travailliste britannique, une dÃ©claration adjurant les gouvernements franÃ§ais et britannique d'engager ensemble une nÃ©gociation de dÃ©sarmement nuclÃ©aire au titre de l'article 6 du TNP. Aucun effet bien sÃ »r, mais nous n'avons mÃªme pas eu l'esquisse d'une rÃ©ponse ou d'un commentaire.

Ce n'est qu'en 2009, que le poids de ces trois Ã©vidences : -la prolifÃ©ration est le danger dominant -il faut la totalitÃ© de la communautÃ© internationale pour lutter contre elle - le Conseil de SÃ©curitÃ© ne se prononcera jamais s'il subsiste des exceptions - a commencÃ© Ã faire rÃ©flÃ©chir chez nous.

J'ai donc eu la joie de pouvoir publier Ã l'automne 2009 une dÃ©claration signÃ©e enfin de quatre personnalitÃ©s qui avaient fini par surmonter leurs hÃ©sitations : outre moi-mÃªme, mon collÃ¨gue Alain JuppÃ©, ancien Premier Ministre et hÃ©ritier du gaullisme, l'ancien Ministre de la DÃ©fense, Alain Richard et le prestigieux GÃ©nÃ©ral Bernard Norlain, qui fut commandant de nos forces aÃ©riennes de combat.

Jusqu'Ã prÃ©sent rien d'autre n'a bougÃ©. Le dÃ©bat n'est pas publiquement ouvert chez nos autoritÃ©s responsables. Mais leur silence ne dit plus la mÃªme chose. Il est devenu celui de la perplexitÃ©.

La prÃ©sence hier ici du SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral du MinistÃ¨re des Affaires Ã0trangÃ¨res et EuropÃ©ennes, mon ami Pierre Sellal, confirme en tous cas que la France ne s'isole plus, elle cherche le dialogue, elle a fait quelques pas, limitÃ©s mais clairs et transparents dans le sens de la limitation. Ce discours d'hier m'enlÃ¨ve la crainte que la France ne cherche Ã s'opposer ou Ã paralyser le mouvement qui peut-Ãªtre va commencer Ã New York en Mai Ã la ConfÃ©rence Quinquennale du TNP.

En tout cas la RÃ©publique FranÃ§aise rejoint Global Zero Ã travers un groupe de quatre leaders conforme au modÃ¨le que vous avez mis en Å"uvre. Ce jour est pour moi un grand jour.

Michel Rocard

Autres prises de position de Michel Rocard :

Pour un Moyen-Orient sans armes de destruction massive

Avec Yehuda Atai et Jean-Marie Matagne

Pour un dÃ©sarmement nuclÃ©aire mondial, seule rÃ©ponse Ã la prolifÃ©ration anarchique

Avec Alain JuppÃ©, Bernard Norlain, Alain Richard

Appel aux EuropÃ©ens : EmpÃªcher la guerre contre l'Iran

Avec Yehuda Atai et Jean-Marie Matagne

Copyright © www.acdn.net